

Burundi : 16 soldats déjà arrêtés, accusés de fomenter une mutinerie générale

@rib News, 30/01/2010 â€“ Source AFP Seize militaires burundais, dont deux officiers, ont été arrêtés à Bujumbura depuis vendredi, accusés par l'État-major de "déstabilisation des institutions", mais ce coup de filet suscite inquiétude et scepticisme dans les rangs de l'opposition. Vendredi en début de soirée, treize militaires, dont un capitaine et un lieutenant, étaient arrêtés sur une des plages les plus fréquentées de la capitale burundaise au bord du lac Tanganyika. Selon le chef d'État-major général de l'armée, le général Godefroid Niyombare, ils préparaient "la déstabilisation des institutions" du Burundi.

Ces arrestations ont été menées par des dizaines de soldats, devant une caméra de la télévision nationale qui a filmé toute l'opération. Les soldats ont tiré en l'air "pour arrêter ceux qui voulaient fuir", a-t-il expliqué. Un haut gradé de l'armée a ensuite fait état samedi de trois autres interpellations, des sous-officiers du camp para-commandos de Bujumbura, portant à 16 le nombre d'arrestations dans ce coup de filet. "Selon les premiers éléments de l'enquête en cours, ces soldats avaient préparé une mutinerie générale dans tous les camps du pays. Ils voulaient prendre en otage leurs officiers puis d'exiger des négociations directes avec le président Pierre Nkurunziza", a révélé ce haut gradé sous couvert de l'anonymat. Ils auraient formulé des exigences en rapport avec leurs conditions de vie, mais aussi politiques, selon la même source. Toutes ces informations ont été confirmées par des sources gouvernementales et diplomatiques. Selon le chef d'État-major général, le pouvoir était au courant de cette tentative depuis plusieurs jours et a "attendu le bon moment pour agir". De son côté, l'opposition burundaise n'a pas caché son scepticisme et son inquiétude devant cette affaire. "Nous sommes fortement inquiets car hier, nous avons eu l'impression d'assister à une mise en scène. Nous avons l'impression que le pouvoir cherche à créer une situation chaotique qui lui permette d'écarter tous les hommes politiques qui dérangent", a réagi samedi Pancrace Cimpaye, porte-parole du parti Frodebu. "Au départ, le pouvoir burundais envisageait d'arrêter un certain nombre de responsables de l'opposition qu'il accuse d'être les cerveaux de cette déstabilisation. Mais la sagesse a prévalu et il a décidé de se cantonner à l'armée, fort heureusement", s'est félicité un diplomate en poste à Bujumbura, qui a requis l'anonymat. "Après des discussions au plus haut niveau, le pouvoir burundais a décidé de calmer le jeu, surtout en cette période pré-électorale", a-t-il poursuivi, en se disant "soulagé car le pays est encore fragile et n'est pas à l'abri de la violence". Ces arrestations interviennent dans un contexte de malaise persistant au sein de l'armée et de la police, selon des sources de ces deux corps. Le Burundi tente de sortir depuis 2006 de treize ans de guerre civile déclenchée par l'assassinat du premier président démocratiquement élu, le Hutu Melchior Ndadaye, lors d'une tentative de coup d'État de l'armée, alors dominée par la minorité tutsi. Le Burundi est dirigé par un pouvoir élu, issu de l'ex-principale rébellion hutu du CNDD-FDD. L'armée (28.000 hommes) et la police (18.000 hommes) sont composées à parité entre les deux principales ethnies du pays. Des élections, dont une présidentielle et des législatives, sont prévues à partir de mai.